

Friedrich ENGELS

**LES JOURNÉES
DE JUIN 1848**

Table des matières

Le 23 juin	2
Le 24 juin	4
Le 25 juin	7
La révolution de Juin.....	10
Index.....	16

Le 23 juin

Nous trouvons toujours à ajouter une foule de faits isolés sur la lutte du 23. Les matériaux que nous avons devant nous sont inépuisables; mais le temps ne nous permet de donner que ce qu'il y a de plus essentiel et de caractéristique.

La révolution de Juin offre le spectacle d'une lutte acharnée comme Paris, comme le monde n'en ont pas encore vu de pareille. De toutes les révolutions antérieures, ce sont les journées de Mars à Milan qui témoignent de la lutte la plus chaude. Une population presque désarmée de 170 000 âmes battit une armée de 20 à 30 000 hommes. Mais les journées de Mars de Milan sont un jeu d'enfant à côté des journées de Juin à Paris.

Ce qui distingue la révolution de Juin de toutes les révolutions précédentes, c'est *l'absence de toute illusion, de tout enthousiasme.*

Le peuple n'est point comme en Février sur les barricades chantant *Mourir pour la patrie* * - les ouvriers du 23 juin luttent pour leur existence, la patrie a perdu pour eux toute signification. La *Marseillaise* et tous les souvenirs de la grande Révolution ont disparu. Peuple et bourgeois pressentent que la révolution dans laquelle ils entrent est plus grande que 1789 et 1793.

La révolution de Juin est la révolution du désespoir et c'est avec la colère muette, avec le sang-froid sinistre du désespoir qu'on combat pour elle; les ouvriers savent qu'ils mènent *une lutte à la vie et à la mort*, et devant la gravité terrible de cette lutte le vif esprit français lui-même se tait.

L'histoire ne nous offre que deux moments ayant quelque ressemblance avec la lutte qui continue probablement encore en ce moment à Paris : la guerre des esclaves de Rome et l'insurrection lyonnaise de 1834. L'ancienne devise lyonnaise, elle aussi : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant », a de nouveau surgi, soudain, au bout de quatorze ans, inscrite sur les drapeaux.

La révolution de Juin est la première qui divise vraiment la société tout entière en deux grands camps ennemis qui sont représentés par le Paris de l'est et le Paris de l'ouest. L'unanimité de la révolution de Février a disparu, cette unanimité poétique, pleine d'illusions éblouissantes, pleine de beaux mensonges et qui fut représentée si dignement par le traître aux belles phrases, Lamartine. Aujourd'hui, la gravité implacable de la réalité met en pièces toutes les promesses séduisantes du 25 février. Les combattants de Février luttent aujourd'hui eux-mêmes les uns contre les autres, et, ce qu'on n'a encore jamais vu, il n'y a plus d'indifférence, tout homme en état de porter les armes participe vraiment à la lutte sur la barricade ou devant la barricade.

Les armées qui s'affrontent dans les rues de Paris sont aussi fortes que les armées qui livrèrent la « bataille des nations » de Leipzig. Cela seul prouve l'énorme importance de la révolution de Juin.

Mais, passons à la description de la lutte elle-même.

D'après nos nouvelles d'hier, force nous était de croire que les barricades avaient été disposées d'une façon assez incohérente. Les informations détaillées d'aujourd'hui font ressortir le contraire. Jamais encore les ouvrages de défense des ouvriers n'ont été exécutés avec un tel sang-froid, avec une telle méthode.

La ville était divisée en deux camps. La ligne de partage partait de l'extrémité nord-est de la ville, de Montmartre, pour descendre jusqu'à la porte Saint-Denis, de là, descendait la rue Saint-Denis, traversait l'île de la Cité et longeait la rue Saint-Jacques, jusqu'à la barrière. Ce qui était à l'est était occupé et fortifié par les ouvriers; c'est de la partie ouest qu'attaquait la bourgeoisie et qu'elle recevait ses renforts.

De bonne heure, le matin, le peuple commença en silence à élever ses barricades. Elles étaient plus hautes et plus solides que jamais. Sur la barricade à l'entrée du faubourg Saint-Antoine, flottait un immense drapeau rouge.

Le boulevard Saint-Denis était très fortement retranché. Les barricades du boulevard, de la rue de Cléry et les maisons avoisinantes, transformées en véritables forteresses, constituaient un système de défense complet. C'est là, comme nous le relations hier déjà, que commença le premier combat important. Le peuple se battit avec un mépris indicible de la mort. Sur la barricade de la rue de Cléry, un fort détachement de gardes nationaux fit une attaque de flanc. La plupart des défenseurs de la barricade se retirèrent. Seuls sept hommes et deux femmes, deux jeunes et belles grisettes, restèrent à leur poste.

Un des sept monte sur la barricade, le drapeau à la main. Les autres commencent le feu. La garde nationale riposte, le porte-drapeau tombe. Alors une des grisettes, une grande et belle jeune fille, vêtue avec goût, les bras nus, saisit le drapeau, franchit la barricade et marche sur la garde nationale. Le feu continue et les bourgeois de la garde nationale abattent la jeune fille comme elle arrivait près de leurs baïonnettes. Aussitôt, l'autre grisette bondit en avant, saisit le drapeau, soulève la tête de sa compagne, et, la trouvant morte, jette, furieuse, des pierres sur la garde nationale. Elle aussi tombe sous les balles des bourgeois. Le feu devient de plus en plus vif. On tire des fenêtres, de la barricade; les rangs de la garde nationale s'éclaircissent; finalement, des secours arrivent et la barricade est prise d'assaut. Des sept défenseurs de la barricade, un seul encore était vivant désarmé et fait prisonnier. Ce furent les lions et les loups de Bourse de la 2^o légion qui exécutèrent ce haut fait contre sept ouvriers et deux grisettes.

La jonction des deux corps et la prise de la barricade sont suivies d'un moment de silence anxieux. Mais il est bientôt interrompu. La courageuse garde nationale ouvre un feu de peloton bien nourri sur la foule des gens désarmés et paisibles qui occupent une partie du boulevard. Ils se dispersent épouvantés. Mais les barricades ne furent pas prises. C'est seulement lorsque Cavaignac arriva lui-même avec la ligne et la cavalerie, après un long combat et vers 3 heures seulement, que le boulevard fut pris jusqu'à la porte Saint-Martin.

Dans le faubourg Poissonnière, plusieurs barricades étaient dressées et, notamment, au coin de la rue Lafayette où plusieurs maisons servaient également de forteresse aux insurgés. Un officier de la garde nationale les commandait. Le 7^o régiment d'infanterie légère, la garde mobile et la garde nationale avancèrent contre eux. Le combat dura une demi-heure; finalement, les troupes eurent la victoire mais seulement après avoir perdu près de 100 morts et blessés. Ce combat eut lieu après 3 heures de l'après-midi.

Devant le palais de justice, des barricades furent édifiées également dans la rue de Constantine et les rues avoisinantes, ainsi que sur le pont Saint-Michel où flottait le drapeau rouge. Après un combat plus long, ces barricades furent aussi prises.

Le dictateur Cavaignac posta son artillerie près du pont Notre-Dame. De là, il canonna les rues Planche-Mybray et de la Cité, et il put facilement la faire ranger en batterie contre les barricades de la rue Saint-Jacques.

Cette dernière rue était coupée par de nombreuses barricades et les maisons transformées en vraies forteresses. L'artillerie seule pouvait intervenir là, et Cavaignac n'hésita pas un instant à l'employer. Tout l'après-midi, retentit le grondement des canons. La mitraille balayait la rue. Le soir, à 7 heures, il ne restait plus qu'une barricade à prendre. Le nombre des morts était très grand.

Aux abords du pont Saint-Michel et dans la rue Saint-André-des-Arts, on tira également à coups de canon. Tout à l'extrémité nord-est de la ville, rue de Château-Landon, où un détachement de troupes se risqua, une barricade fut également démolie à coups de canon.

L'après-midi, le combat devint de plus en plus vif dans le faubourg nord-est. Les habitants des faubourgs de la Villette, de Pantin, etc., vinrent en aide aux insurgés. Toujours, on recommence à élever les barricades et en très grand nombre.

Dans la Cité, une compagnie de la garde républicaine s'était glissée entre deux barricades sous prétexte de fraterniser avec les insurgés et avait ensuite tiré. Le peuple furieux se précipita sur les

traîtres et les abattit homme par homme. C'est à peine si 20 d'entre eux eurent le loisir de s'échapper.

La violence de la lutte grandissait sur tous les points. Tant qu'il fit clair, on tira à coups de canon; plus tard, on se borna à la fusillade qui se poursuivit bien avant dans la nuit. À 11 heures, encore, la générale retentissait dans tout Paris, et, à minuit, on échangeait encore des coups de fusil dans la direction de la Bastille. La place de la Bastille était entièrement au pouvoir des insurgés ainsi que tous ses accès. Le faubourg Saint-Antoine, le centre de leur puissance, était fortement retranché. Sur le boulevard, de la rue Montmartre jusqu'à la rue du Temple, il y avait en masse serrée de la cavalerie, de l'infanterie, de la garde nationale et de la garde mobile.

À 11 heures du soir, on comptait déjà plus de 1000 morts et blessés.

Telle fut la première journée de la révolution de Juin, journée sans précédent dans les annales révolutionnaires de Paris. Les ouvriers parisiens combattirent tout à fait seuls contre la bourgeoisie armée, contre la garde mobile, la garde républicaine réorganisée et contre les troupes de ligne de toutes armes. Ils ont soutenu la lutte avec une bravoure sans exemple, qui n'a de pareille que la brutalité, également sans exemple, de leurs adversaires. On se prend d'indulgence pour un Hüser, un Radetzky, un Windischgraetz¹, lorsqu'on voit comment la bourgeoisie de Paris s'adonne, avec un véritable enthousiasme, aux tueries arrangées par Cavaignac.

Dans la nuit du 23 au 24, la Société des droits de l'homme, qui avait été reconstituée le 11 juin, décida d'utiliser l'insurrection au profit du *Drapeau rouge* et, par conséquent, d'y participer. Elle a donc tenu une réunion, décidé les mesures nécessaires et nommé deux comités permanents. (*Neue Rheinische Zeitung*, 28 juin 1848, n° 28, p. 1-2.)

Le 24 juin

Toute la nuit, Paris fut militairement occupé. De forts piquets de troupes se tenaient sur les places et sur les boulevards.

À 4 heures du matin retentit la générale. Un officier et plusieurs hommes de la garde nationale entrèrent dans toutes les maisons pour y aller chercher les gardes de leur compagnie qui ne s'étaient pas présentés volontairement.

Vers le même moment, le grondement du canon retentit à nouveau, avec plus de violence, aux environs du pont Saint-Michel, point de liaison des insurgés de la rive gauche et de la Cité. Le général Cavaignac, revêtu ce matin-là de la dictature, brûle d'envie de l'exercer contre l'émeute. La veille, on n'avait employé l'artillerie qu'exceptionnellement et on ne tirait le plus souvent qu'à mitraille; mais, aujourd'hui, on poste sur tous les points de l'artillerie, non seulement contre les barricades, mais aussi contre les maisons; on tire non seulement à mitraille, mais à *boulets de canon* avec des *obus* et avec des *fusées incendiaires*.

Dans le haut du faubourg Saint-Denis, un violent combat commença le matin. Les insurgés avaient occupé dans le voisinage de la gare du Nord une maison en construction et plusieurs barricades. La première légion de la garde nationale attaqua sans remporter toutefois d'avantage quelconque. Elle épuisa ses munitions et eut près de cinquante morts et blessés. À peine put-elle conserver sa position jusqu'à l'arrivée de l'artillerie (vers 10 heures) qui rasa la maison et les barricades. Les troupes réoccupèrent la ligne du chemin de fer du Nord. La lutte dans toute cette contrée (appelée Clos Saint-Lazare et que la *Kölnische Zeitung* transforme en « Cour Saint-Lazare ») se poursuivit cependant encore longtemps et fut menée avec un grand acharnement. « C'est une véritable boucherie », écrit le correspondant d'une feuille belge. Aux barrières Rochechouart et

¹ Hüser est un général prussien, Radetzky et Windischgraetz sont des maréchaux autrichiens. Tous trois s'illustrèrent par leur répression de l'insurrection populaire, respectivement à Mayence, à Milan et à Vienne.

Poissonnière s'élevèrent de fortes barricades; le retranchement près de la rue Lafayette fut rétabli également et ne céda que l'après-midi aux boulets de canon.

Dans les rues Saint-Martin, Rambuteau et du Grand-Chantier, les barricades ne purent être prises également qu'à l'aide des canons.

Le café Cuisinier, en face du pont Saint-Michel, a été démoli par les boulets de canon.

Mais le combat principal eut lieu l'après-midi vers trois heures sur le quai aux Fleurs où le célèbre magasin de confections « A la Belle Jardinière » fut occupé par 600 insurgés et transformé en forteresse. L'artillerie et l'infanterie de ligne attaquent. Un coin du mur démoli s'écroule avec fracas. Cavaignac qui y commande le feu lui-même invite les insurgés à se rendre, sinon il les fera tous passer au fil de l'épée. Les insurgés s'y refusent. La canonnade reprend et, finalement, on y jette des fusées incendiaires et des obus. La maison est complètement démolie; 80 insurgés gisent sous les décombres.

Dans le faubourg Saint-Jacques, aux alentours du Panthéon, les ouvriers s'étaient également retranchés de tous les côtés. Il fallut assiéger chaque maison comme à Saragosse. Les efforts du dictateur Cavaignac pour prendre d'assaut ces maisons furent si vains que le brutal soldat d'Algérie déclara qu'il y ferait mettre le feu si les occupants ne se rendaient pas.

Dans la Cité, des jeunes filles tiraient des fenêtres sur les soldats et la garde civile. Il fallut, là aussi, faire agir les obusiers pour obtenir le moindre résultat.

Le 11^e bataillon de garde mobile qui voulait passer du côté des insurgés, fut massacré par les troupes de la garde nationale. C'est du moins ce qu'on dit.

Vers midi, l'insurrection avait nettement l'avantage. Tous les faubourgs, les Batignolles, Montmartre, La Chapelle et La Villette, bref toute la limite extérieure de Paris, depuis les Batignolles jusqu'à la Seine, et la plus grande moitié de la rive gauche de la Seine étaient entre ses mains. Ils s'y étaient emparés de 13 canons qu'ils n'utilisèrent pas. Au centre, ils arrivaient dans la Cité et dans la partie basse de la rue Saint-Martin sur l'Hôtel de ville qui était couvert par des masses de troupes. Mais cependant, déclara Bastide à la Chambre, il sera pris dans une heure peut-être par les insurgés, et c'est dans la stupeur provoquée par cette nouvelle que la dictature et l'état de siège furent décidés. À peine en fut-il pourvu, que Cavaignac recourut aux moyens les plus extrêmes, les plus brutaux, comme jamais encore on ne les avait utilisés dans une ville civilisée, comme Radetzky lui-même hésita à les employer à Milan. Le peuple fut de nouveau magnanime. S'il avait riposté aux fusées incendiaires et aux obusiers par l'incendie, il eût été victorieux le soir. Mais il se garda d'utiliser les mêmes armes que ses adversaires.

Les munitions des insurgés se composaient le plus souvent de coton-poudre qui était fabriqué en grandes quantités dans le faubourg Saint-Jacques et dans le Marais. Sur la place Maubert était installé un atelier pour fondre les balles.

Le gouvernement recevait continuellement des renforts. Durant toute la nuit, des troupes arrivèrent à Paris; la garde nationale de Pontoise, Rouen, Meulan, Mantes, Amiens, Le Havre arriva; des troupes vinrent d'Orléans, de l'artillerie et des pionniers d'Arras et de Douai, un régiment vint d'Orléans. Le 24 au matin, 500 000 cartouches et 12 pièces d'artillerie de Vincennes entrèrent dans la ville; les cheminots de la ligne de chemin de fer du Nord, d'ailleurs, ont arraché les rails entre Paris et Saint-Denis pour qu'aucun renfort n'arrive plus.

C'est avec ces forces conjuguées et cette brutalité inouïe qu'on parvint l'après-midi du 24 à refouler les insurgés.

La fureur avec laquelle la garde nationale se battit et la grande conscience qu'elle avait qu'il y allait de son existence dans ce combat, apparaissent dans le fait que, non seulement Cavaignac, mais la garde nationale elle-même *voulait mettre le feu* à tout le quartier du Panthéon !

Trois points étaient désignés comme les quartiers principaux des troupes assaillantes : la porte Saint-Denis où commandait le général Lamoricière, l'Hôtel de ville où se tenait le général Duvivier avec 14 bataillons, et la place de la Sorbonne d'où le général Damesme luttait contre le faubourg Saint-Jacques.

Vers midi, les abords de la place Maubert furent pris et la place elle-même cernée. À une heure, la place succombait. Cinquante hommes de la garde mobile y tombèrent ! Vers le même moment, le Panthéon, après une canonnade longue et violente, était pris ou plutôt livré. Les quinze cents insurgés qui y étaient retranchés, capitulèrent - probablement à la suite de la menace de M. Cavaignac et des bourgeois, écumant de rage, de livrer tout le quartier aux flammes.

Vers le même moment, les « défenseurs de l'ordre » avançaient de plus en plus sur les boulevards et prenaient les barricades des rues avoisinantes. Dans la rue du Temple, les ouvriers étaient refoulés jusqu'au coin de la rue de la Corderie; dans la rue Boucherat on se battait encore, également de l'autre côté du boulevard, dans le faubourg du Temple. Dans la rue Saint-Martin retentissaient encore des coups de fusil isolés; à la pointe Saint-Eustache une barricade tenait encore.

Le soir, vers 7 heures, on amena au général Lamoricière deux bataillons de la garde nationale d'Amiens qu'il employa aussitôt à cerner les barricades derrière le Château d'Eau. À ce moment, le faubourg Saint-Denis était calme et libre; il en était de même de presque toute la rive gauche de la Seine. Les insurgés étaient cernés dans une partie du Marais et du faubourg Saint-Antoine. Cependant, ces deux quartiers sont séparés par le boulevard Beaumarchais et le canal Saint-Martin situé derrière, et celui-ci était libre pour la troupe.

Le général Damesme, commandant de la garde mobile, fut atteint, près de la barricade de la rue de l'Estrapade, par une balle à la cuisse. La blessure n'est pas dangereuse. Les représentants Bixio et Dornès ne sont pas non plus blessés aussi dangereusement qu'on le croyait au début.

La blessure du général Bedeau est également légère.

À 9 heures, le faubourg Saint-Jacques et le faubourg Saint-Marceau étaient pour ainsi dire pris. Le combat avait été d'une violence exceptionnelle. C'est le général Bréa qui y commandait maintenant.

Le général Duvivier à l'Hôtel de ville avait eu moins de succès. Cependant, les insurgés y avaient été aussi refoulés.

Le général Lamoricière, malgré une violente résistance, avait dégagé les faubourgs Poissonnière, Saint-Denis et Saint-Martin jusqu'aux barrières. Les ouvriers ne tenaient encore que dans le Clos Saint-Lazare; ils s'étaient retranchés dans l'hôpital Louis-Philippe.

Cette même nouvelle fut communiquée par le président de l'Assemblée nationale à 9 heures et demie du soir. Cependant, il lui fallut se rétracter plusieurs fois. Il avoua que l'on tirait encore beaucoup de coups de feu dans le faubourg Saint-Martin.

L'état de choses dans la soirée du 24 était donc le suivant :

Les insurgés tenaient encore environ la moitié du terrain qu'ils occupaient le matin du 23. Ce terrain représentait la partie est de Paris, les faubourgs Saint-Antoine, du Temple, Saint-Martin et le Marais. Le Clos Saint-Lazare et quelques barricades au Jardin des Plantes formaient leurs postes avancés.

Tout le reste de Paris était dans les mains du gouvernement.

Ce qui frappe le plus dans ce combat désespéré, c'est la fureur avec laquelle se battaient les « défenseurs de l'ordre ». Eux, qui, auparavant, avaient des nerfs si sensibles pour chaque goutte de « sang bourgeois », qui avaient même des crises de sentimentalité à propos de la mort des gardes municipaux du 24 février, ces bourgeois abattent les ouvriers comme des animaux sauvages. Dans

les rangs de la garde nationale, à l'Assemblée nationale, pas un mot de compassion, de conciliation, pas de sentimentalité d'aucune sorte, mais bien une haine qui éclate avec violence, une fureur froide contre les ouvriers insurgés. La bourgeoisie mène avec une claire conscience une guerre d'extermination contre eux. Qu'elle soit pour l'instant victorieuse ou qu'elle ait immédiatement le dessous, les ouvriers exerceront contre elle une terrible vengeance. Après une lutte comme celle des trois journées de Juin, seul, le *terrorisme* est encore possible, qu'il soit exercé par l'un ou l'autre des partis.

Nous communiquons encore quelques passages d'une lettre d'un capitaine de la garde républicaine sur les événements des 23 et 24 :

« Je vous écris au crépitement des mousquets, au grondement des canons. À deux heures, nous avons pris à la pointe du pont Notre-Dame trois barricades; plus tard, nous marchâmes sur la rue Saint-Martin et nous la traversâmes dans toute sa longueur. Arrivés au boulevard, nous constatons qu'il est abandonné et désert, comme à deux heures du matin. Nous remontons le faubourg du Temple; avant d'arriver à la caserne, nous faisons halte. À deux cents pas plus loin, s'élève une formidable barricade, appuyée par plusieurs autres et défendue par 2000 hommes environ. Nous parlementons avec eux pendant deux heures. Vainement ! Vers six heures arrive enfin l'artillerie; alors les insurgés ouvrent les premiers le feu.

« Les canons répondent et, jusqu'à neuf heures, le grondement des pièces fait voler en éclats les fenêtres et les tuiles; c'est un feu épouvantable. Le sang coule à torrents en même temps qu'éclate un orage terrible. À perte de vue le pavé est rougi de sang. Mes gens tombent sous les balles des insurgés; ils se défendent comme des lions. Vingt fois nous marchons à l'assaut, vingt fois nous sommes repoussés. Le nombre des morts est immense, le nombre des blessés encore beaucoup plus grand. À neuf heures, nous prenons la barricade à la baïonnette. Aujourd'hui (24 juin) à trois heures du matin, nous sommes encore sur pied. L'artillerie tonne continuellement. Le Panthéon est le centre. Je suis à la caserne. Nous gardons les prisonniers que l'on amène à chaque instant. Il y a beaucoup de blessés parmi eux. Certains sont fusillés immédiatement. Sur 112 de mes hommes, j'en ai perdu 53. » (Neue Rheinische Zeitung, 28 juin 1848, n° 28, p. 2.)

Le 25 juin

Chaque jour, la violence, l'acharnement, la fureur de la lutte ont grandi. La bourgeoisie est devenue de plus en plus fanatique contre les insurgés au fur et à mesure que ses brutalités la conduisaient moins vite au but, qu'elle se lassait davantage dans la lutte, la garde de nuit et le bivouac, et qu'elle se rapprochait enfin de sa victoire.

La bourgeoisie a proclamé les ouvriers non des ennemis ordinaires, que l'on vainc, mais des *ennemis de la société*, que l'on extermine. Les bourgeois ont répandu l'assertion absurde que, pour les ouvriers qu'ils avaient eux-mêmes acculés de force à l'insurrection, il ne s'agissait que de pillage, d'incendie et d'assassinat, que c'était une bande de brigands qu'il fallait abattre comme des bêtes sauvages. Et, cependant, les insurgés avaient occupé pendant trois jours une grande partie de la ville et s'y étaient comportés d'une façon tout à fait convenable. S'ils avaient employé les mêmes moyens violents que les bourgeois et les valets des bourgeois commandés par Cavaignac, Paris serait en ruines, mais ils auraient triomphé.

La façon barbare dont les bourgeois procédèrent dans cette lutte ressort de tous les faits isolés. Sans parler de la mitraille, des obus, des fusées incendiaires, il est établi *qu'on ne fit aucun quartier dans la plupart des barricades prises d'assaut*. Les bourgeois abattirent sans exception tout ce qu'ils trouvèrent devant eux. Le 24 au soir, plus de 50 insurgés prisonniers furent fusillés sans autre forme de procès dans l'avenue de l'Observatoire. « C'est une guerre d'extermination », écrit un correspondant de *L'Indépendance belge*, qui est elle-même une feuille bourgeoise. Sur toutes les barricades on croyait que tous les insurgés sans exception seraient massacrés. Lorsque La

Rochejaquelein déclara à l'Assemblée nationale qu'il fallait faire quelque chose pour contrecarrer cette croyance, les bourgeois ne le laissèrent pas achever et firent un tel vacarme que le président dut se couvrir et interrompre la séance. Lorsque M. Sénard lui-même voulut prononcer plus tard (voir plus loin la séance de l'Assemblée) quelques paroles hypocrites de douleur et de conciliation, le vacarme recommença. Les bourgeois ne voulaient pas entendre parler de modération. Même au risque de perdre une partie de leur fortune par le bombardement, ils étaient résolus à en finir une fois pour toutes avec les ennemis de l'ordre, les brigands, incendiaires et communistes.

Avec cela, ils n'avaient même pas l'héroïsme que leurs journaux s'efforcent de leur attribuer. De la séance d'aujourd'hui de l'Assemblée nationale, il ressort que lorsque l'insurrection éclata, la garde nationale fut consternée d'effroi; des informations de tous les journaux des nuances les plus diverses, il ressort clairement, malgré toutes les phrases pompeuses, que le premier jour, la garde nationale parut en faible nombre, que le second et le troisième jour, Cavaignac dut les faire arracher de leur lit et mener au feu par un caporal et quatre hommes. La haine fanatique des bourgeois contre les ouvriers insurgés n'était pas à même de surmonter leur lâcheté naturelle.

Les ouvriers, par contre, se sont battu avec une bravoure sans pareille. De moins en moins en mesure de remplacer leurs pertes, de plus en plus refoulés par des forces supérieures, pas un instant ils ne montrèrent de lassitude. Dès le 25 au matin, ils ont dû reconnaître que les chances de la victoire tournaient nettement contre eux. De nouvelles troupes arrivaient par masses successives de toutes les régions; la garde nationale de la banlieue, celle des villes plus éloignées, venaient en gros détachements à Paris. Les troupes de ligne qui se battaient s'élevaient, le 25, à plus de 40 000 hommes, plus que la garnison ordinaire; à cela s'ajoutait la garde mobile avec de 20 à 25 000 hommes; puis la garde nationale de Paris et des autres villes. De plus, encore plusieurs milliers d'hommes de la garde républicaine. Toutes les forces armées qui entrèrent en action contre l'insurrection s'élevaient, le 25, certainement de 150 000 à 200 000 hommes; les ouvriers en avaient tout au plus le quart, ils avaient moins de munitions, absolument aucune direction militaire et point de canons utilisables. Mais ils se battirent en silence et désespérément contre des forces énormément supérieures. C'est par masses successives qu'elles avançaient dans les brèches faites par l'artillerie lourde dans les barricades; les ouvriers les accueillirent sans pousser un cri et ils luttèrent partout jusqu'au dernier homme avant de laisser tomber une barricade entre les mains des bourgeois. À Montmartre, les insurgés criaient aux habitants : « Ou bien nous serons mis en pièces, ou c'est nous qui mettrons les autres en pièces; mais nous ne céderons pas, et priez Dieu que nous soyons vainqueurs, car, sinon nous brûlerons tout Montmartre. » Cette menace qui ne fut pas même mise à exécution, est taxée naturellement de « projet abominable », alors que les obus et les fusées incendiaires de Cavaignac sont des « mesures militaires habiles » qui provoquent l'admiration de tous !

Le 25 au matin, les insurgés occupaient les positions suivantes : le Clos Saint-Lazare, les faubourgs Saint-Antoine et du Temple, le Marais et le quartier Saint-Antoine.

Le Clos Saint-Lazare (d'un ancien monastère) est une grande étendue de terrain en partie bâtie, en partie couverte seulement de maisons inachevées, de rues tracées, etc. La gare du Nord se trouve exactement en son milieu. Dans ce quartier riche en bâtisses inégalement disposées et qui renferme en outre quantité de matériaux de construction les insurgés avaient construit une forteresse formidable.

L'hôpital Louis-Philippe, en construction, était leur centre; ils avaient élevé des barricades redoutables que les témoins oculaires décrivent comme tout à fait imprenables. Derrière, se trouvait le mur de la ceinture de la ville, cerné et occupé par eux. De là, leurs retranchements allaient jusqu'à la rue Rochechouart ou dans les alentours des barrières. Les barrières de Montmartre étaient fortement défendues; Montmartre était complètement occupé par eux. Quarante canons, tonnant contre eux depuis deux jours, ne les avaient pas encore réduits.

On tira de nouveau toute la journée avec 40 canons sur ces retranchements; finalement, à 6 heures du soir, les deux barricades de la rue Rochechouart furent prises et bientôt après le Clos Saint-Lazare succombait aussi.

Sur le boulevard du Temple, la garde mobile prit à 10 heures du matin plusieurs maisons d'où les insurgés envoyaient leurs balles dans les rangs des assaillants. Les « défenseurs de l'ordre » avaient avancé à peu près jusqu'au boulevard des Filles-du-Calvaire. Sur ces entrefaites, les insurgés furent refoulés de plus en plus loin dans le faubourg du Temple, le canal Saint-Martin occupé par endroits et de là, ainsi que du boulevard, l'artillerie canonnait fortement les rues assez larges et droites. Le combat fut d'une violence extraordinaire. Les ouvriers savaient très bien qu'on les attaquait là au cœur de leurs positions. Il se défendaient comme des forcenés. Ils reprirent même des barricades dont on les avait déjà délogés. Mais, après une longue lutte, ils furent écrasés par la supériorité du nombre et des armes. Les barricades succombèrent l'une après l'autre; à la tombée de la nuit, non seulement le faubourg du Temple était pris, mais aussi, au moyen du boulevard et du canal, les abords du faubourg Saint-Antoine et plusieurs barricades de ce faubourg.

À l'Hôtel de ville, le général Duvivier faisait des progrès lents, mais réguliers. Des quais, il prit de flanc les barricades de la rue Saint-Antoine, en même temps qu'il canonnait l'île Saint-Louis et l'ancienne île Louvier avec des pièces lourdes. On se battit là également avec un grand acharnement, mais on manque de détails sur cette lutte dont on sait seulement qu'à 4 heures la mairie du IX^e arrondissement ainsi que les rues avoisinantes furent prises, que les barricades de la rue Saint-Antoine furent emportées d'assaut l'une après l'autre et que le pont de Damiette qui donnait accès dans l'île Saint-Louis fut pris. À la tombée de la nuit, les insurgés y étaient partout refoulés et tous les accès de la place de la Bastille dégagés.

Ainsi, les insurgés étaient rejetés de toutes les parties de la ville, à l'exception du faubourg Saint-Antoine. C'était leur position la plus forte. Les nombreux accès de ce faubourg, le vrai foyer de toutes les insurrections parisiennes, étaient couverts avec une habileté particulière. Des barricades obliques, se couvrant mutuellement les unes les autres, encore renforcées par le feu croisé des maisons, constituaient un redoutable front d'attaque. Leur assaut aurait coûté une énorme quantité d'existences.

Devant ces retranchements campaient les bourgeois, ou plutôt leurs valets. La garde nationale avait fait peu de choses ce jour-là, c'est la ligne et la garde mobile qui avaient accompli la plus grande partie de la besogne; la garde nationale occupait les quartiers calmes et les quartiers conquis.

C'est la garde républicaine et la garde mobile qui se sont comportées le plus mal. La garde républicaine, réorganisée et épurée comme elle l'était, se battit avec un grand acharnement contre les ouvriers gagnant contre eux ses éperons de garde municipale républicaine.

La garde mobile qui est recrutée, dans sa plus grande partie, dans le *lumpen-prolétariat* parisien, s'est déjà beaucoup transformée, dans le peu de temps de son existence, grâce à une bonne solde, en une garde prétorienne de tous les gens au pouvoir. Le *lumpen-prolétariat* organisé a livré, sa bataille au prolétariat travailleur non organisé. Comme il fallait s'y attendre, il s'est mis au service de la bourgeoisie, exactement comme les *lazaroni* à Naples se sont mis à la disposition de Ferdinand. Seuls, les détachements de la garde mobile qui étaient composés de *vrais ouvriers* passèrent de l'autre côté.

Mais comme tout le remue-ménage actuel à Paris semble méprisable quand on voit comment ces anciens mendiants, vagabonds, escrocs, gamins et petits voleurs de la garde mobile que tous les bourgeois traitaient en mars et en avril de bande de brigands capables des actes les plus répréhensibles, de coquins qu'on ne pouvait supporter longtemps, sont maintenant choyés, vantés, récompensés, décorés parce que ces « jeunes héros », ces « enfants de Paris » dont la bravoure est incomparable, qui escaladent les barricades avec le courage le plus brillant, etc.,

parce que ces étourdis de combattants des barricades de Février tirent maintenant tout aussi étourdiment sur le prolétariat travailleur qu'ils tiraient auparavant sur les soldats, parce qu'ils se sont laissé soudoyer pour massacrer leurs frères à raison de 30 sous par jour ! Honneur à ces vagabonds soudoyés, parce que pour 30 sous par jour ils ont abattu la partie la meilleure, la plus révolutionnaire des ouvriers parisiens !

La bravoure avec laquelle les ouvriers se sont battu est vraiment admirable. Trente à quarante mille ouvriers qui tiennent trois jours entiers contre plus de quatre-vingt mille hommes de troupe et cent mille hommes de garde nationale, contre la mitraille, les obus et les fusées incendiaires, contre la noble expérience guerrière de généraux qui n'ont pas honte d'employer les moyens algériens ! Ils ont été écrasés et, en grande partie, massacrés. On ne rendra pas à leurs morts les honneurs comme aux morts de Juillet et de Février; mais l'histoire assignera une tout autre place aux victimes de la première bataille rangée décisive du prolétariat. (*Neue Rheinische Zeitung*, 29 juin 1848, n° 29, p. 1-2.

La révolution de Juin

I

On arrive peu à peu à avoir une vue d'ensemble de la révolution de Juin; les informations se complètent, on peut dégager les faits des rumeurs comme des mensonges, le caractère de l'insurrection apparaît de plus en plus clairement. Et mieux on arrive à comprendre dans leur enchaînement les événements des quatre journées de Juin, plus on est étonné des dimensions colossales de l'insurrection, du courage héroïque, de la rapidité dans l'improvisation de l'organisation, de l'unité d'esprit des insurgés.

Le plan de bataille des ouvriers, que l'on attribue à Kersausie, un ancien officier et ami de Raspail, était le suivant : Les insurgés marchaient en quatre colonnes, en un mouvement, concentrique, sur l'Hôtel de ville.

La première colonne, dont la base d'opérations était les faubourgs Montmartre, de La Chapelle et de La Villette, partait des barrières Poissonnière, Rochechouart, Saint-Denis et La Villette vers le sud, occupait les boulevards et approchait de l'Hôtel de ville par les rues Montorgueil, Saint-Denis et Saint-Martin.

La deuxième colonne, dont la base était les faubourgs du Temple et Saint-Antoine, presque entièrement habités par des ouvriers et couverts par le canal Saint-Martin, avançait sur le même centre par les rues du Temple et Saint-Antoine et par les quais de la rive nord de la Seine, de même que par toutes les rues parallèles du quartier compris dans cet espace.

La troisième colonne, avec le faubourg Saint-Marceau avançait par la rue Saint-Victor et les quais de la rive sud de l'île de la Cité.

La quatrième colonne, s'appuyant sur le faubourg Saint-Jacques et le quartier de l'École de médecine, avançait par la rue Saint-Jacques également sur la Cité. De là, les deux colonnes réunies pénétraient sur la rive droite de la Seine et prenaient l'Hôtel de ville à revers et de flanc.

Ce plan s'appuyait donc avec raison sur les quartiers exclusivement habités par des ouvriers, qui forment un demi-cercle autour de toute la moitié orientale de Paris et qui vont s'élargissant au fur et à mesure que l'on va vers l'est. L'est de Paris devait d'abord être débarrassé de tous les ennemis et, ensuite, on voulait marcher le long des deux rives de la Seine, contre l'ouest et ses centres, c'est-à-dire les Tuileries et l'Assemblée nationale.

Ces colonnes devaient être appuyées par une quantité de corps mobiles, qui devaient opérer de leur propre initiative à côté d'elles et entre elles, élevant des barricades, occupant les petites rues et assurant la liaison.

En prévision d'une retraite, les bases d'opérations étaient fortement retranchées et, selon toutes les règles de l'art, transformées en forteresses redoutables. Ce fut le cas du Clos Saint-Lazare, du faubourg et du quartier Saint-Antoine et du faubourg Saint-Jacques.

Si ce plan avait un défaut, c'était d'avoir complètement négligé la moitié occidentale de Paris, au début des opérations. Il y a là, des deux côtés, de la rue Saint-Honoré, aux Halles, et au Palais royal, plusieurs quartiers excellemment propices à l'émeute, qui ont des rues très étroites et tortueuses et qui sont habitées en majeure partie par des ouvriers. Il était important d'y établir un cinquième foyer d'insurrection et, par-là, de couper l'Hôtel de ville, en même temps que d'occuper une grande partie de ses troupes à ce bastion saillant. Le triomphe de l'insurrection dépendait de la pénétration aussi rapide que possible dans le centre de Paris, pour s'assurer la conquête de l'Hôtel de ville. Nous ne pouvons savoir en quelle mesure il fut impossible à Kersausie d'organiser là l'insurrection. Mais c'est un fait qu'une émeute n'a jamais pu se frayer un chemin, si elle n'a pas d'emblée su s'emparer de ce centre de Paris attenant aux Tuileries. Il suffit de rappeler l'insurrection, lors des funérailles du général Lamarque, qui avança également jusqu'à la rue Montorgueil, mais fut repoussée ensuite.

Les insurgés avancèrent conformément à leur plan. Ils commencèrent immédiatement à séparer leur terrain, le Paris des ouvriers, du Paris des bourgeois, au moyen de deux travaux principaux de défense, à savoir par les barricades de la porte Saint-Denis et celles de la Cité. Ils furent refoulés des premières, mais ils défendirent victorieusement les secondes. Le premier jour, le 23, fut un simple prélude. Le plan des insurgés apparaissait déjà clairement (comme la *Neue Rheinische Zeitung* l'avait, dès le début, compris très justement - voir supplément du n° 26), notamment après les premières rencontres du matin aux avant-postes. Le boulevard Saint-Martin, qui coupait la ligne d'opérations de la première colonne, devint la scène de combats violents qui se terminèrent, en partie à cause des conditions locales, par la victoire de l'« ordre ».

Les accès de la Cité furent coupés, sur la droite, par un corps mobile qui se fixa dans la rue Plancher-Mibray, sur la gauche par les troisième et quatrième, colonnes, qui occupèrent les trois ponts sud de la Cité et les fortifièrent. Là aussi, s'engagea un très violent combat. Les forces de « l'ordre » parvinrent à s'emparer du pont Saint-Michel et à s'avancer jusqu'à la rue Saint-Jacques. Au soir, elles s'en flattaient, l'insurrection serait écrasée.

Si le plan des insurgés ressortait déjà nettement, celui des forces de « l'ordre » ressortait encore davantage. Leur ne consistait, pour l'instant, qu'à réprimer l'insurrection par tous les moyens. Cette intention fut communiquée aux insurgés à coups de canon et de mitraille.

Mais le gouvernement croyait avoir devant lui une bande sauvage de simples émeutiers, agissant sans plan établi. Après avoir déblayé, jusqu'au soir, les rues principales, il déclara que l'émeute était vaincue et fit occuper tout à fait négligemment par la troupe les quartiers conquis.

Les insurgés surent admirablement tirer profit de cette négligence pour engager, après les combats d'avant-postes du 23, la grande bataille. La rapidité avec laquelle les ouvriers s'assimilèrent le plan des opérations, le parfait ensemble de leurs mouvements, l'adresse avec laquelle ils surent utiliser l'enchevêtrement du terrain sont tout simplement admirables. La chose serait vraiment inexplicable si les ouvriers n'avaient pas déjà été organisés assez militairement dans les ateliers nationaux et divisés en compagnies, si bien qu'ils n'eurent qu'à transférer sur le terrain militaire leur organisation industrielle pour former du coup une armée complètement articulée.

Le matin du 24, non seulement le terrain perdu était tout à fait récupéré, mais de nouveaux terrains s'y étaient encore ajoutés. Il est vrai que la ligne des boulevards jusqu'au boulevard du Temple restait occupée par les troupes et que, par-là, la première colonne se trouvait coupée du centre, mais, par contre, la seconde colonne avançait du quartier Saint-Antoine et avait presque cerné l'Hôtel de ville. Elle établit son quartier général dans l'église Saint-Gervais, à trois cents pas de l'Hôtel de ville, s'empara du couvent de Saint-Méry et des rues avoisinantes, dépassa de beaucoup

l'Hôtel de ville, et, en liaison avec les colonnes de la Cité, elle l'isola presque complètement. Il ne restait plus qu'un accès de libre : les quais de la rive droite. Au sud, le faubourg Saint-Jacques était de nouveau complètement occupé, les communications établies avec la Cité, la Cité fortifiée et le passage vers la rive droite préparé.

Il est vrai qu'il n'y avait plus de temps à perdre : l'Hôtel de ville, le centre révolutionnaire de Paris, était menacé et ne pouvait manquer de tomber si les mesures les plus décisives n'étaient pas prises.

II

L'Assemblée nationale, effrayée, nomma Cavaignac dictateur. Et celui-ci, habitué qu'il était depuis son séjour à Alger à des interventions « énergiques », savait ce qu'il y avait à faire.

Aussitôt, dix bataillons avancèrent le long du large quai de l'École sur l'Hôtel de ville. Ils coupèrent les communications des insurgés de la Cité avec la rive droite, s'assurèrent de l'Hôtel de ville et se permirent même d'attaquer les barricades qui l'entouraient.

La rue Planche-Mibray et son prolongement, la rue Saint-Martin, furent nettoyées et maintenues continuellement libres par la cavalerie. En face, le pont Notre-Dame qui conduit à la Cité, fut balayé par l'artillerie lourde, et, cela fait, Cavaignac fonça directement sur la Cité pour y agir de « façon énergique ». La position principale des insurgés, la Belle Jardinière, fut d'abord démolie à coups de canons, puis incendiée par des fusées, la rue de la Cité fut conquise également à coups de canon, trois ponts menant à la rive gauche furent pris d'assaut et les insurgés repoussés résolument sur la rive gauche. Pendant ce temps, les quatorze bataillons qui se trouvaient sur la place de Grève et sur les quais délivrèrent l'Hôtel de ville déjà assiégé, et l'église Saint-Gervais, de quartier général des insurgés qu'elle était, fut réduite à ne plus être qu'un avant-poste perdu.

La rue Saint-Jacques fut non seulement attaquée de la Cité par l'artillerie, mais aussi prise de flanc de la rive gauche. Le général Damesme avança du Luxembourg vers la Sorbonne, s'empara du Quartier latin et envoya ses colonnes contre le Panthéon. La place du Panthéon était transformée en une redoutable forteresse. La rue Saint-Jacques était prise depuis longtemps que les forces de l'« ordre » continuaient toujours à se heurter à ce bastion inattaquable. Toutes les attaques au canon et à la baïonnette avaient été vaines, lorsque, finalement, la fatigue, le manque de munitions et la menace faite par les bourgeois de mettre le feu, forcèrent les 1500 ouvriers cernés de tous côtés à se rendre. Vers le même moment, la place Maubert tombait aux mains des forces de l'« ordre », après une longue et vaillante résistance, et les insurgés, refoulés de leurs positions les plus solides, furent contraints d'abandonner toute la rive gauche de la Seine.

Entre temps, la position des troupes de la garde nationale sur les boulevards de la rive droite était mise à profit pour agir des deux côtés. Lamoricière qui commandait là, fit balayer les rues des faubourgs Saint-Denis et Saint-Martin, le boulevard du Temple et la moitié de la rue du Temple par l'artillerie lourde et par des attaques rapides de la troupe. Il put se vanter d'avoir remporté, jusqu'au soir, des succès brillants: il avait coupé la première colonne dans le Clos Saint-Lazare, cerné à moitié, repoussé la seconde, et y avait fait une brèche par son avance sur les boulevards.

Comment Cavaignac avait-il obtenu ces succès ?

D'abord, par l'énorme supériorité du nombre des troupes dont il pouvait faire usage contre les insurgés. Le 24, il avait à sa disposition non seulement les 20 000 hommes de la garnison de Paris, les 20 à 25 000 hommes de la garde mobile et les 60 à 80 000 hommes disponibles de la garde nationale, mais aussi la garde nationale de tous les environs de Paris et de maintes villes plus éloignées (de 20 à 30 000 hommes) et, de plus, 20 à 30 000 hommes de troupe qui avaient été appelés en toute hâte des garnisons avoisinantes. Le 24 au matin, il disposait déjà de beaucoup plus de 100 000 hommes et, vers le soir, ce nombre s'était encore accru de moitié. Quant aux insurgés, ils avaient tout au plus 40 à 50 000 hommes!

Ensuite, par la brutalité des moyens qu'il employa. Jusqu'ici, on n'avait employé le canon qu'une seule fois dans les rues de Paris, en vendémiaire 1795 lorsque Bonaparte dispersa par la mitraille les insurgés dans la rue Saint-Honoré. Mais on n'avait jamais encore fait usage d'artillerie contre des barricades, contre des maisons, et encore beaucoup moins avait-on songé aux obus et aux fusées incendiaires. Le peuple n'y était pas encore préparé, il était sans défense contre cela et la seule riposte, l'incendie, répugnait à ses sentiments de noblesse. Le peuple n'avait pas eu jusqu'ici l'idée qu'on peut en plein Paris faire la guerre comme en Algérie. C'est pourquoi il recula, et son premier recul décida de sa défaite.

Le 25, Cavaignac avança avec des forces encore beaucoup plus considérables. Les insurgés étaient réduits à un seul quartier, aux faubourgs Saint-Antoine et du Temple; en dehors de cela, ils possédaient encore deux avant-postes : le Clos Saint-Lazare et une partie du quartier Saint-Antoine jusqu'au pont de Damiette.

Cavaignac, qui s'était de nouveau procuré un renfort de 20 à 30 000 hommes, plus d'importants parcs d'artillerie, fit d'abord attaquer les avant-postes isolés des insurgés, notamment le Clos Saint-Lazare. Ici, les insurgés étaient retranchés comme dans une citadelle. Après douze heures de canonnade et de lancement de grenades, Lamoricière parvint enfin à déloger les insurgés de leurs positions et à occuper le Clos; mais il n'y réussit qu'après avoir rendu possible une attaque de flanc partie des rues Rochechouart et Poissonnière, et avoir fait démolir les barricades le premier jour par quarante canons, le second jour par un nombre encore plus considérable de pièces d'artillerie.

Une autre partie de sa colonne pénétra par le faubourg Saint-Martin dans le faubourg du Temple, mais elle ne remporta pas un grand succès; une troisième partie descendit les boulevards vers la Bastille, mais elle aussi n'arriva pas loin, car là une série de barricades des plus redoutables ne cédèrent qu'après une longue résistance, à un violent bombardement. Les maisons ici furent effroyablement démolies.

La colonne de Duvivier, qui mena l'attaque en partant de l'Hôtel de ville, fit reculer de plus en plus les insurgés sous une canonnade continue. L'église Saint-Gervais fut prise, la rue Saint-Antoine nettoyée loin au-delà de l'Hôtel de ville et plusieurs colonnes, avançant le long du quai et des rues parallèles, s'emparèrent du pont de Damiette au moyen duquel les insurgés du quartier Saint-Antoine s'adossaient aux îles Saint-Louis et de la Cité. Le quartier Saint-Antoine était pris de flanc et il ne restait plus aux insurgés que la retraite dans le faubourg qu'ils opérèrent en livrant des combats violents à une colonne qui avançait le long des quais jusqu'à l'embouchure du canal Saint-Martin, et, de là, le long du canal, sur le boulevard Bourdon. Un petit nombre d'insurgés, coupés de leur colonne, furent massacrés et quelques-uns seulement furent ramenés comme prisonniers,

Par cette opération, le quartier Saint-Antoine et la place de la Bastille étaient conquis. Vers le soir, la colonne de Lamoricière réussit à s'emparer complètement du boulevard Beaumarchais et à opérer sa jonction avec les troupes de Duvivier, sur la place de la Bastille.

La conquête du pont de Damiette permit à Duvivier de déloger les insurgés de l'île Saint-Louis et de l'ancienne île Louvier. Il fit cela avec un déploiement vraiment méritoire de barbarie algérienne. Il y a peu de quartiers où l'artillerie lourde fut employée avec autant de résultats dévastateurs que dans l'île Saint-Louis même. Mais qu'importait ? Les insurgés étaient chassés ou massacrés et l'« ordre » triomphait parmi les décombres tachés de sang.

Sur la rive gauche de la Seine, il y avait encore un poste à prendre. Le pont d'Austerlitz, qui relie, à l'est du canal Saint-Martin, le faubourg Saint-Antoine à la rive gauche de la Seine, était fortement barricadé et, sur la rive gauche, là où il aboutit à la place Valhubert, devant le Jardin des Plantes, il était muni d'une forte tête de pont. Cette tête de pont, après la chute du Panthéon et de la place Maubert, dernier retranchement des insurgés sur la rive gauche, fut prise après une résistance acharnée.

Le jour suivant, le 26, il ne restait donc plus aux insurgés que leur dernier retranchement, le faubourg Saint-Antoine et une partie du faubourg du Temple. Ces deux faubourgs ne sont guère

faits pour des batailles de rues; ils ont des rues assez larges et presque droites, qui laissent le champ tout à fait libre à l'artillerie. Si, du côté ouest, ils sont admirablement couverts par le canal Saint-Martin, du côté nord, par contre, ils sont tout à fait découverts. Là, cinq ou six rues larges et toutes droites descendent jusqu'au cœur du faubourg Saint-Antoine.

Les fortifications principales étaient établies aux abords de la place de la Bastille et dans la rue la plus importante de tout le quartier, la rue du Faubourg-Saint-Antoine. Des barricades d'une solidité remarquable y étaient érigées, en partie maçonnées avec de gros pavés rectangulaires, en partie charpentées avec des poutres. Elles formaient un angle vers l'intérieur, en partie pour affaiblir l'action des obus, en partie pour offrir un front de défense plus grand, par l'ouverture d'un feu croisé. Dans les maisons, les murs mitoyens étaient percés, de sorte qu'elles étaient en grand nombre mises en communication entre elles et que les insurgés, selon les besoins du moment, pouvaient ouvrir un feu de tirailleurs sur les troupes ou se retrancher derrière les barricades. Les ponts et les quais du canal, de même que les rues parallèles au canal, étaient aussi fortement retranchés. Bref, les deux faubourgs qui étaient encore occupés ressemblaient à une véritable forteresse dans laquelle les troupes devaient conquérir dans le sang chaque pouce de terrain.

Le 26 au matin, le combat devait recommencer. Mais Cavaignac n'avait guère envie de lancer ses troupes dans cet enchevêtrement de barricades. Il menaçait de bombarder. Les mortiers et obusiers furent amenés. On négocia. Entre temps, Cavaignac fit miner les maisons les plus proches, ce qui, il est vrai, ne put se faire que dans une mesure très limitée, vu le temps trop court et à cause du canal qui couvrait une des lignes d'attaque, et pratiquer également par les maisons déjà occupées des communications intérieures avec les maisons adjacentes, en perçant des ouvertures dans les murs mitoyens.

Les négociations furent rompues; la lutte recommença. Cavaignac fit attaquer le général Perrot par le faubourg du Temple et le général Lamoricière par la place de la Bastille. De ces deux points, on bombarda fortement les barricades. Perrot avança assez vite, prit le reste du faubourg du Temple et arriva même, en quelques endroits jusqu'au faubourg Saint-Antoine, Lamoricière progressait plus lentement. Bien que les premières maisons du faubourg fussent incendiées par ses obus, les premières barricades résistaient à ses canons. Il recommença à négocier. Montre en main, il attendait la minute où il aurait le plaisir de raser le quartier le plus peuplé de Paris. Enfin, une partie des insurgés capitula tandis que l'autre, attaquée sur ses flancs, se retirait de la ville après un court combat.

Ce fut la fin du combat de barricades de Juin, En dehors de la ville il y eut encore des combats de tirailleurs, mais sans aucune importance. Les insurgés en fuite furent dispersés dans les environs et rattrapés un à un par la cavalerie.

Nous avons donné cet exposé purement militaire de la lutte pour prouver à nos lecteurs avec quelle bravoure héroïque, quelle unanimité, quelle discipline et quelle habileté militaire les ouvriers parisiens se sont battus. À quarante mille, ils se battirent, quatre jours durant, contre un ennemi quatre fois supérieur en nombre, et il s'en est fallu de l'épaisseur d'un cheveu qu'ils remportassent la victoire. Un cheveu seulement, et ils prenaient pied au centre de Paris, ils s'emparaient de l'Hôtel de ville, ils instituaient un Gouvernement provisoire, ils doubleraient leur nombre, aussi bien avec les hommes des quartiers conquis qu'avec les gardes mobiles à qui il ne fallait alors qu'une chiquenaude pour les faire passer du côté des insurgés.

Des journaux allemands prétendent que ce fut là la lutte décisive entre la République rouge et la République tricolore, entre les ouvriers et les bourgeois. Nous sommes persuadés que cette bataille ne décide de rien, si ce n'est de la décomposition intérieure des vainqueurs. D'ailleurs, le cours de toute cette affaire prouve que, dans un temps nullement éloigné, les ouvriers ne peuvent manquer de vaincre, même si nous considérons les choses d'un point de vue purement militaire. Si 40 000 ouvriers parisiens ont déjà obtenu un résultat aussi formidable contre un ennemi

quatre fois supérieur, que réussira à faire la masse tout entière des ouvriers parisiens lorsqu'elle, agira unanimement et avec cohésion !

Kersausie est prisonnier et probablement, en ce moment, déjà fusillé. Les bourgeois peuvent le fusiller, mais ils ne lui enlèveront pas la gloire *d'avoir le premier organisé le combat de rues*. Ils peuvent le fusiller, mais nul pouvoir au monde n'empêchera que ses inventions ne servent à l'avenir dans tous les combats de rues. Ils peuvent le fusiller, mais ils ne pourront empêcher son nom de rester dans l'histoire comme *celui du premier stratège des barricades*. (*Neue Rheinische Zeitung*, 1^o et 2 juillet 1848, n^o 31, p. 3, et 32, pp. 2 et 3.)

Index

ALBERT (Alexandre-MARTIN dit), (1815-1895). - Connu sous le nom de l' « ouvrier Albert », il fut le seul membre ouvrier du Gouvernement provisoire de 1848, où il ne joua, dans le sillage de Louis Blanc, qu'un rôle secondaire, en particulier comme vice-président de la Commission du Luxembourg. Il fut condamné à dix ans de détention, par la Haute Cour de Bourges, pour sa participation à la journée du 15 mai (pp. 45, 48, 64).

BARAGUAY D'HILLIERS, comte (1795-1878). - Militaire de carrière, il fut député du Doubs en 1848 et 1849, et l'un des dirigeants du parti de l'ordre. Il se rallia au prince-président Louis Napoléon Bonaparte et participa au coup d'État du Deux-Décembre. En récompense, il devait être promu maréchal et nommé sénateur (p. 123).

BARBÈS, Armand (1809-1870). - Révolutionnaire français qui ne cessa de conspirer. Condamné à mort après l'affaire du 12 mai 1839, sa peine fut commuée en détention perpétuelle grâce à l'intervention de Victor Hugo. Représentant du peuple en 1848, il fut de nouveau condamné à la réclusion pour sa participation à la manifestation du 15 mai 1848. Gracié par Napoléon 111 il resta volontairement en exil jusqu'à sa mort (pp. 95, 151).

BAROCHE (1802-1870). - *Avocat*, député de Rochefort en 1847, procureur général à la Haute Cour de Bourges, où il requit contre les promoteurs des journées du 15 mai 1848 et du 13 juin 1849. Rallié au prince-président Louis Napoléon Bonaparte, il fut, en 1850, ministre de l'Intérieur dans le cabinet d'Hautpoul. Après le coup d'État du Deux-Décembre, il devint président du Conseil d'État avec rang de ministre (p. 151).

BARROT, Odilon (1791-1873). - Chef de l'opposition dynastique, c'est-à-dire de la gauche modérée, sous la monarchie de Juillet, il fut en 1847 le promoteur de la campagne des banquets qui dépassa vite ses prévisions. À l'Assemblée constituante et à l'Assemblée législative, il siégea parmi les orléanistes. Président du premier ministère nommé par le prince-président Louis Napoléon Bonaparte (20 décembre 1848 - 1er novembre 1849), et ministre de la Justice, il pratiqua une politique réactionnaire, restreignant la liberté de la presse, celle de réunion, fermant les clubs, imposant l'expédition de Rome. Repris par ses opinions monarchistes, il se sépara ensuite du prince-président, et se retira de la vie politique après le coup d'État, et jusqu'à la chute de l'Empire (pp. 44, 75, 87, 95, 97, 115, 116, 123, 126, 128).

BASTIAT, Claude (1801-1850). - *Économiste* et homme politique. Partisan du libre-échange, il constitua l'association *la Liberté des échanges*; il attaqua la politique économique du gouvernement de Louis-Philippe, dans une série de pamphlets, dont les plus connus sont *Les Sophismes économiques*. Adversaire acharné des idées socialistes, en 1848 il siégea à l'Assemblée constituante et à l'Assemblée législative. Son ouvrage le plus important: *Les Harmonies économiques*, demeure l'un des classiques de l'école du libéralisme économique (p. 39).

BASTIDE, Jules (1800-1879). - *Carbonaro* sous la Restauration, directeur du *National* sous la monarchie de Juillet, catholique et républicain, il succéda, en 1848, à Lamartine au ministère des Affaires étrangères (p. 79).

BERRYER, Pierre-Antoine (1790-1868). - *Avocat* et homme politique, il fut, sous la monarchie de Juillet, le porte-parole des légitimistes. Député à l'Assemblée constituante en 1848, *il y soutint* que le droit divin des rois ne devait pas être soumis au suffrage universel. Il demeura jusqu'à sa mort fidèle au principe de la légitimité (p. 128).

BLANC, Louis (1811-1882). - *Publiciste*, homme politique et théoricien socialiste, il publia en 1840 une *brochure* intitulée *L'Organisation du travail* qui eut un très grand retentissement dans le monde ouvrier. En 1841, parut son *Histoire de dix ans (1830-1840)*, son *Histoire de la Révolution*, en 1847. Rejetant le principe de la lutte de classe, il pensait réaliser pacifiquement la transformation de la société capitaliste en société socialiste, grâce à l'organisation d'Ateliers nationaux soutenus par l'État. Membre du Gouvernement provisoire en 1848, président de la

Commission du Luxembourg chargée d'améliorer la condition ouvrière, il dut s'exiler après la manifestation du 15 mai et les journées de juin 1848. Il ne rentra en France qu'en 1870. Opposé à la Commune, il se tint, jusqu'à sa mort, à l'écart du mouvement socialiste (pp. 45, 48, 53, 59, 61, 62, 75, 91, 107).

BLANQUI, Auguste (1805-1881). - L'un des plus grands révolutionnaires français du XIX^e siècle, par la fermeté de sa pensée et par son énergie. Ses conceptions révolutionnaires furent fortement influencées par le babouvisme. Affilié de bonne heure au carbonarisme, il combattit après 1830, avec acharnement, la monarchie de Juillet : Après l'insurrection de 1839, il fut condamné à mort, puis vit sa peine commuée en détention à perpétuité. La révolution de février le délivra. Il se lance aussi dans le mouvement révolutionnaire, fonde un club, tente d'organiser la classe ouvrière. Il fut à nouveau condamné à dix ans de prison pour sa participation à la journée du 15 mai 1848. Le 14 août 1870, il tenta de renverser le gouvernement de Napoléon III, puis celui de la Défense nationale le 30 octobre. Pour cette dernière tentative, il fut condamné à la prison à vie : il ne put prendre part à la Commune de Paris. Blanqui voyait, dans la dictature de l'avant-garde révolutionnaire, le seul moyen d'établir le régime socialiste (pp. 61, 147, 151).

BOISGUILLEBERT (1646-1714). - Économiste français, il se rendit célèbre par ses deux ouvrages: *Le Détail de la France* (1699) et *Le Factum de la France* (1707). Il y cherchait les causes de la misère du pays et les moyens d'y remédier: il proposait, en particulier, le retour à la liberté du commerce, la diminution des impôts indirects et la généralisation de la taille rendue proportionnelle. Son influence sur les économistes du XVIII^e siècle devait être considérable (p. 136).

BRIGHT, John (1811-1889). - Homme politique anglais, spécialiste des questions économiques, il mena avec Gobden la lutte contre les lois sur les céréales, et pour l'établissement du libre-échange; il fit partie des ministères libéraux de Gladstone (p. 132).

BUGEAUD, maréchal (1784-1849). - Officier de Napoléon rallié aux Bourbons en 1814, puis à l'empereur en 1815, il n'est remis en activité qu'en 1830. Il réprima cruellement l'insurrection républicaine de 1834. Envoyé en Algérie en 1836, gouverneur général en 1840, il consolida la conquête et commença l'organisation du pays. Il dut démissionner en 1847, à la suite d'un désaccord avec la Chambre. Ce fut la fin de son activité politique et militaire (p. 89).

CABET, Étienne (1788-1856). - L'un des fondateurs du socialisme utopique, il attaqua violemment le régime de Louis-Philippe, en particulier dans son journal *Le Populaire*. En 1842, il publie son *Voyage en Icarie* qui eut une grande influence sur le développement des idées socialistes. Il ne joua qu'un rôle effacé lors des événements de 1848. Cabet essaya, mais en vain, de réaliser ses théories en fondant au Texas, puis en Illinois, des cités modèles (p. 62).

CARLIER, Pierre (1799-1858). - Préfet de police de Paris sous la présidence de Louis Napoléon Bonaparte (pp. 142, 143).

CARNOT, Lazare-Hippolite (1801-1888). - Second fils du conventionnel, il fut adepte du saint-simonisme et prit part à la révolution de juillet. Il fut ministre de l'Instruction publique dans le gouvernement provisoire, et appartenait à l'aile petite-bourgeoise avancée du *National*. Refusa de prêter serment sous le second Empire (p. 149).

CASSAGNAC, Adolphe GRANIER de (1806-1880). - Écrivain, historien et romancier. Sous la monarchie de Juillet, fut Partisan de la dynastie d'Orléans. Après la révolution de février, bonapartiste extrême, qui, sous la présidence et plus tard sous l'Empire, soutint Louis-Napoléon par son activité littéraire. Membre du Corps législatif. Célèbre par sa polémique exempte de scrupules (p. 163).

CAUSSIDIÈRE, Marc (1808-1861). - Employé à Saint-Étienne, il prit part à l'insurrection lyonnaise de 1834, fut condamné à vingt ans de travaux forcés, puis amnistié en 1837. Il participa à tous les complots républicains. En février 1848, après avoir combattu sur les barricades, il prit possession

de la préfecture de police où il demeura. Accusé après le 15 mai, poursuivi après les journées de Juin 1848, il dut s'exiler. Il ne rentra en France que pour y mourir (pp. 53, 75, 107).

CAVAIGNAC, Eugène-Louis (1802-1857). - Général et homme politique, frère cadet du célèbre républicain Godefroy Cavaignac. Eugène Cavaignac se distingua pendant son service militaire en Algérie et fut nommé par le Gouvernement provisoire gouverneur de l'Algérie. Membre de l'Assemblée constituante et de l'Assemblée législative, l'un des chefs du Parti républicain bourgeois, du parti des républicains « purs ». Fut ministre de la Guerre et reçut pendant les journées de juin 1848 des pouvoirs dictatoriaux pour la répression de l'insurrection, pouvoirs dont il usa avec la plus grande brutalité. Après avoir déposé ses pleins pouvoirs, il fut nommé président du Conseil et chef du pouvoir exécutif. Aux élections présidentielles, il n'obtint cependant que 1448 107 voix, tandis que Louis Napoléon en obtint trois fois autant. Dans la nuit du 2 décembre 1851, il fut arrêté, mais fut bientôt remis en liberté. Cavaignac fut élu à deux reprises député de Paris, mais se refusa chaque fois à prêter serment de fidélité au nouveau régime (pp. 67, 72, 73, 78, 79, 80, 82-87, 91, 93, 99-101, 109, 118, 176, 178, 180, 193, 195, 196.)

CHAMBORD, Henri-Charles d'Artois duc de Bordeaux, comte de (1820-1883). - Fils du comte de Berry, petit-fils de Charles X. Lors des journées de juillet 1830, Charles X renonça au trône en sa faveur, à la suite de quoi le comte de Chambord revendiqua le trône de France sous le titre d'Henri V. Sous la deuxième République, il vécut à Ems. À sa mort, la maison des Bourbons s'éteignit (P. 166).

CHANGARNIER, général (1793-1877) -Gouverneur général de l'Algérie en 1848, élu peu après à l'Assemblée constituante, nommé commandant des troupes de Paris, il se rallia aux monarchistes. Adversaire de Louis Napoléon Bonaparte, il fut destitué de ses fonctions, arrêté le 2 décembre 1851, puis exilé. En 1875, il vota contre l'établissement de la République, mais n'en fut pas moins nommé sénateur inamovible (pp. 89, 96, 97, 110, 119, 124, 169, 171).

COBDEN, Richard (1804-1865). - Économiste anglais. Filateur à Manchester, il dirigea le mouvement pour l'abolition des droits sur les céréales qui gênaient l'industrialisation de l'Angleterre en maintenant le pain à un prix élevé. En 1846, il obtint l'abolition de ces droits : ainsi s'ouvrit la période libre-échangiste de la politique anglaise. Cobden fut, en 1860, l'un des artisans du traité de libre-échange entre la France et l'Angleterre (p. 132).

CRÉMIEUX, Adolphe (1796-1880). - Avocat et homme politique, député en 1842, il contribua à la chute de Guizot. En 1848, il réclama la formation immédiate d'un Gouvernement provisoire dont il fut élu membre par acclamation. Ministre de la Justice, il démissionna bientôt, soutint la candidature de Louis Napoléon Bonaparte à la présidence, puis s'en sépara, fut arrêté au 2 décembre 1851. Réélu député en 1869, il fut ministre de la Justice dans le gouvernement de la Défense nationale (p. 45).

CRETON, Nicolas (1794-1864). - Avocat et homme politique. Sous la monarchie de Juillet, membre de l'opposition dynastique. Plus tard membre de l'Assemblée constituante et de l'Assemblée législative. Orléaniste. Proposa à différentes reprises le retrait du décret sur le bannissement des membres de la maison royale (p. 135).

DEFLOTTE : voir FLOTTE.

DUCLERC, Charles (1812-1888). - Député à l'Assemblée constituante, ministre des Finances en 1848, il démissionna après les journées de Juin, pour ne pas s'associer à la politique de répression. Il joua un certain rôle politique dans les débuts de la troisième République (p. 99).

DUFAURE, Armand (1798-1881). - Avocat et homme politique, ministre des Travaux publics en 1839, en 1845 vice-président de la Chambre, il fut deux fois ministre de l'Intérieur sous la seconde République. Il se retira de la vie politique sous le second Empire, devait jouer un rôle important dans les premières années de la troisième République (pp. 82, 86, 134).

DUPIN, André (1783-1865). - Magistrat et homme politique, il fut élu député en 1827, siégea parmi les libéraux, et joua un rôle important lors de la Révolution de 1830. Président de la Chambre de 1832 à 1837, il fut l'un des conseillers écoutés de Louis-Philippe. Après 1848, il abandonna la famille d'Orléans, fut président de l'Assemblée législative, et se rapprocha de Louis Napoléon Bonaparte (p. 162).

DUPONT DE L'EURE (1767-1855). - Député au Conseil des Cinq-Cents sous le Directoire, il se rallia à Napoléon. Demeuré dans l'opposition sous la Restauration, il participa à la Révolution de 1830, fut nommé ministre de la Justice, puis se retira de la vie politique. Il y fut rappelé en 1848, comme président du Gouvernement provisoire. Son grand âge ne lui permit pas d'y jouer un rôle important (p. 45).

FALLOUX, comte de (1811-1886). - Légitimiste et cléricale, il fut élu député en 1846, puis à l'Assemblée constituante de 1848. En mai 1848, il fut nommé rapporteur dans la question des ateliers nationaux : il se prononça pour leur suppression, voulant en finir avec le mouvement ouvrier. Ministre de l'Instruction publique et des Cultes dans le cabinet Odilon Barrot, il fit voter en 1850 la « loi Falloux » qui livrait l'enseignement public aux cléricaux, sous le prétexte de la liberté de l'enseignement. Il se retira de la vie politique après le coup d'État du Deux-Décembre, pour y revenir en 1871 dans les rangs du parti monarchiste (pp. 88, 100, 128, 142).

FAUCHER, Léon (1803-1854). - Membre de l'Assemblée constituante, ministre des Travaux publics en 1848, ministre de l'Intérieur en 1851, il se retira de la vie politique après le Deux-Décembre 1851, pour se consacrer à ses travaux d'économie politique. Il contribua à la fondation du Crédit foncier (pp. 39, 88, 98).

FLOCON, Ferdinand (1800-1866). - Membre du Gouvernement provisoire en 1848, ministre de l'Agriculture et du Commerce, il fit une opposition ardente au prince-président Louis Napoléon Bonaparte. Il fut banni de France après le coup d'État du Deux-Décembre 1851 (P. 45).

FLOTTE, Paul-Louis de (1817-1860). - Servit dans la marine et entreprit plusieurs expéditions scientifiques. Partisan de Fourier. Après la révolution de février, il fut l'un des orateurs les plus influents du club blanquiste, participa aux troubles du 15 mai et à l'insurrection de juin 1848. En mars 1850, sa candidature fut posée par les socialistes à l'Assemblée législative et fut appuyée par les démocrates, en signe de la fusion des deux fractions. Après le coup d'État du 2 décembre, il fut expulsé de France. Flotte participa également au mouvement de libération italienne dirigé par Garibaldi (pp. 149, 151).

FOULD, Achille (1800-1867). - Financier et homme politique, directeur de la banque parisienne Fould-Oppenheim, député à l'Assemblée constituante en 1848, il fut ministre des Finances du prince-président Louis Napoléon Bonaparte. Il reprit le portefeuille des Finances après le coup d'État du Deux-Décembre, puis de nouveau de 1862 à 1867 (pp. 57, 78, 92, 130, 133-135.)

GIRARDIN, Émile de (1806-1881). - Publiciste et homme politique, il révolutionna le journalisme en fondant en 1836 *La Presse*, le premier journal politique à bon marché, grâce à la publicité et aux annonces. Il soutint d'abord Louis Napoléon Bonaparte, puis le combattit à l'Assemblée législative, et fut expulsé de France après le coup d'État. Mais il se rallia bientôt au second Empire et revint à Paris. Sans conviction politique, Girardin fut avant tout un homme d'affaires roué et peu scrupuleux (p. 162).

GOUDCHAUX, Michel (1797-1862). - Banquier et homme politique, républicain modéré, il fit une vive opposition au régime de Louis-Philippe. Ministre des Finances du Gouvernement provisoire, il s'opposa aux mesures démocratiques; il reprit le portefeuille des Finances sous le gouvernement du général Cavaignac (juin-octobre 1848). Élu député en 1857, il refusa de prêter serment à Napoléon III, et ne put siéger (p. 75).

GUIZOT, François (1784-1874). - Historien et homme d'État, professeur à la Sorbonne sous l'Empire, il se rallia sous la Restauration au parti doctrinaire qui voulait l'application stricte de

la Charte de 1814. Élu député en 1830, il protesta contre les Ordonnances de Juillet 1830. Sous la monarchie de Juillet, il évolua vers un conservatisme de plus en plus étroit. Successivement ministre de l'Intérieur, de l'Instruction publique, ambassadeur à Londres, il entre en 1840 dans le ministère Soult : de 1840 à 1848, il dirigea la politique intérieure et extérieure de la France. Il se refusa à toute réforme, tant parlementaire qu'électorale. Il incarna la politique de la haute bourgeoisie conservatrice, à qui il lança comme mot d'ordre : « Enrichissez-vous. » C'est le refus opposé par Guizot aux revendications libérales, qui amena la révolution de 1848. Retiré de la politique, Guizot se consacra à nouveau aux études historiques, et acheva son *Histoire de la révolution d'Angleterre*, qui demeure l'essentiel de son œuvre d'historien (pp. 39, 43, 44, 67, 79, 88, 123, 129).

HAUTPOUL, comte d'(1789-1865). - *Général* et homme politique, élu député à l'Assemblée législative en 1849, il siégea à droite, fut ministre de la Guerre. Il se rallia au second Empire dont il fut l'un des dignitaires (pp. 128, 141, 149, 162, 169, 171).

HENRI V : voir CHAMBORD.

HUGO, Victor (1802-1885). - Membre de l'Assemblée Constituante et de l'Assemblée législative, Hugo était un adversaire de Louis Bonaparte. Il participa aux barricades qui suivirent le Deux-Décembre, puis dut s'exiler jusqu'en 1870 (pp. 127, 163).

LACROSSE, Bertrand-Joseph (1796-1865). - Député de Brest de 1834 à 1848, il fut ministre des Travaux publics en 48-49. Nommé sénateur en 1852 (p. 117).

LAFFITTE, Jacques (1767-1844). - Financier et homme d'État, il fut régent de la Banque de France en 1809, puis gouverneur de 1814 à 1819. À partir de 1816, il siégea à la Chambre comme député de Paris, dans l'opposition. Il joua un rôle important lors de la révolution de 1830, et fut l'un des artisans de l'accession au trône du duc d'Orléans. Chef du parti du mouvement, il fut président du Conseil, mais dut démissionner en 1831, par suite de l'hostilité de Louis-Philippe. Il siégea à la Chambre, dans les rangs de l'opposition, jusqu'à sa mort (p. 38).

LAHITTE, Ducos, vicomte de (1789-1878). - *Général*, il fut ministre de la Guerre sous la présidence de Louis Napoléon Bonaparte de novembre 1849 à janvier 1850. Il fut fait sénateur sous le second Empire (p. 150).

LAMARTINE, Marie-Louis-Alphonse de PRAT de (1790-1869). - Fut membre de la Chambre des députés sous la monarchie de Juillet, s'intitulant tantôt conservateur indépendant, tantôt progressiste. Pendant les journées de février 48, il se prononça contre la régence de la duchesse d'Orléans et demanda la constitution d'un gouvernement provisoire, dont il fit partie. Il voulut y jouer un rôle de médiateur et perdit très vite sa popularité. Après le Deux-Décembre, il abandonna la politique (pp. 45, 52, 62, 174).

LA ROCHE-JAQUELEIN, marquis de (1805-1867). - *Élu* député en 1842, il devint l'un des chefs du parti légitimiste auquel le rattachaient ses biens de famille. Après la révolution de 1848, il se rallia à la République, fut député à l'Assemblée constituante, puis à l'Assemblée législative. 111 protesta contre le coup d'État du Deux-Décembre 1851, puis se rallia à l'Empire et devint sénateur (pp. 47, 185).

LEDRU-ROLLIN, Alexandre (1807-1874). - Député en 1841, il joua un rôle important à la tête du parti républicain démocrate, en 1843, il fut l'un des fondateurs du journal *La Réforme*, de tendances socialisantes. Il prit une part prépondérante à la campagne des banquets, puis à la révolution de Février. Ministre de l'Intérieur du Gouvernement provisoire, il eut des vellétés démocratiques. Député à l'Assemblée constituante, membre de la Commission exécutive, il prit avec Lamartine la direction de la répression contre les manifestants du 15 mai. Les journées de Juin le rejetèrent dans l'opposition. Député à l'Assemblée législative, il devint le chef de la Montagne, parti de la petite bourgeoisie de tendances démocrates. Après l'insurrection manquée

du 13 juin 1849, il s'exila en Angleterre d'où il ne revint qu'en 1870 (pp. 45, 57, 61, 62, 71, 75, 86, 95, 99, 100, 101, 108, 109, 110, 114, 115, 119, 134, 151, 160).

LOUIS-PHILIPPE (1773-1850). - Roi des Français de 1830 à 1848. Fils du duc Louis-Philippe Joseph d'Orléans (Égalité). Se prononça en même temps que son père en faveur de la Révolution, entra dans la garde nationale et adhéra au club des Jacobins. Après la trahison de Dumouriez, sous les ordres duquel il se trouvait, Louis-Philippe, quoique n'ayant pas participé à la conspiration contre la République dut quitter la France et se réconcilier avec les Bourbons. Après l'abdication de Charles X, il fut proclamé roi des Français. Louis-Philippe fut le type du roi bourgeois. Excellent père de famille, il réussit à défendre habilement ses intérêts personnels et particulièrement ses intérêts matériels. C'est ainsi qu'il fit inscrire ses biens comme propriété de sa famille au lieu de les faire inscrire comme propriété d'État. Son règne représente la domination accentuée de la grande bourgeoisie et particulièrement de la haute finance, sous le régime de laquelle la corruption et la débauche dans les « hautes sphères » de la société atteignirent leur point culminant. Après la révolution de février, il s'enfuit en Angleterre, où il mourut en 1850 au château de Claremont (non loin de Windsor) (pp. 38, 39, 40, 41, 44, 79, 122, 130, 132, 134, 163, 166).

MARIE, Pierre (1795-1870). - Député de Paris en 1842, membre du Gouvernement provisoire de 1848, et ministre des Travaux publics, il organisa les Ateliers nationaux, avec l'idée de faire échouer l'expérience. Il est l'un des responsables des journées de Juin. L'élection de Louis Napoléon Bonaparte à la présidence de la République le rejeta dans l'opposition. Il fut député de l'opposition de 1863 à 1869 (p. 59).

MARRAST, Armand (1801-1852). - *Publiciste* et homme politique, il milita dans l'opposition libérale sous la Restauration, prit part à la révolution de 1830, participa au mouvement républicain sous la monarchie de Juillet. Après 1838, il dirigea *Le National*, journal des républicains bourgeois. Membre du Gouvernement provisoire en février 1848, puis, le 6 mars, maire de Paris, il s'opposa aux mesures démocratiques. Député à l'Assemblée constituante, il s'associa à la politique de répression qui suivit les journées de Juin. Il se retira de la vie politique après son échec aux élections à l'Assemblée législative (pp. 62, 73, 79, 80, 83, 99, 109, 110).

MATHIEU DE LA DROME, Philippe-Antoine. - Homme politique et météorologiste français, né près de Romans (Drôme) en 1808, mort à Romans en 1865. Élu par son département représentant à la Constituante, il prit place à la nouvelle Montagne. Réélu à la Législative, il fut jeté en prison au coup d'État de décembre 1851, puis expulsé du territoire. Il ne rentra en France qu'après l'amnistie de 1859 (p. 97).

MOLÉ, Louis-Mathieu, comte (1781-1855). - Membre du Conseil d'État sous l'Empire, ministre sous la Restauration, puis sous la monarchie de Juillet, il représenta la politique du centre-droit. Membre de l'Assemblée constituante, puis de l'Assemblée législative, il protesta contre le coup d'État du Deux-Décembre (p. 123).

MONTALEMBERT, comte de (1810-1870). - *Publiciste* et homme politique, il fut avec Lamennais le fondateur du journal *L'Avenir*, organe du catholicisme libéral. Après la condamnation de ce mouvement par le pape, il évolua vers un catholicisme intransigeant. Membre de la Chambre des pairs sous la monarchie de Juillet, il défendit avec âpreté les doctrines ultramontaines. Député à l'Assemblée constituante, puis à l'Assemblée législative, il se rallia à Louis Napoléon Bonaparte et approuva le coup d'État du Deux-Décembre (pp. 135, 161).

NEUMEYER. - Général, commandant de la première division et chef d'état-major du général Changarnier (P. 171).

NEY, Edgar (1812-1882). - *Colonel*, fils du célèbre maréchal Ney, aide de camp du président Louis Napoléon. Fut envoyé en mission spéciale à Rome, où il reçut, le 18 avril 1851, la célèbre lettre de Louis Napoléon, qui provoqua une discussion à l'Assemblée nationale, et dans laquelle Louis Napoléon exigeait, comme condition au rétablissement de la puissance du pape Pie X, la laïcisation de l'administration et l'introduction du code Napoléon (p. 127).

ORLÉANS, Hélène-Louise-Élisabeth de Mecklembourg-Schwerin, duchesse d'. - Femme du duc d'Orléans, mort en 1842, fils aîné du roi Louis-Philippe. Après que ce dernier eut renoncé au trône en faveur de son petit-fils, comte de Paris et fils de la duchesse d'Orléans, c'est à elle qu'aurait dû revenir la régence pendant la minorité de son fils. Elle se rendit avec ses deux fils à la Chambre des députés. Mais la proclamation de la République l'obligea à partir en exil avec ses deux fils (p. 126).

AUDINOT, général (1791-1863). - Fils d'un maréchal de Napoléon, général, il commanda le corps expéditionnaire français envoyé contre la République romaine. Élu député à l'Assemblée législative, il s'opposa à la politique du prince-président, Louis Napoléon Bonaparte, et essaya d'organiser la résistance au coup d'État (pp. 102, 113).

PAGNERRE, Laurent-Antoine. - Homme politique et éditeur français, né à mort et Saint-Ouen-l'Aumône (1805-1854). Il prépara en 1847 les banquets réformistes. Il devint, en 1848, adjoint au maire de Paris, secrétaire général du gouvernement provisoire et fut élu député de la Seine et de la Seine-et-Oise à la Constituante (p. 99).

PARIS, Louis-Philippe-Albert d'Orléans, comte de (1838-1894). - Fils aîné du duc Ferdinand d'Orléans, petit-fils du roi Louis-Philippe, qui renonça au trône le 24 février 1848, en sa faveur. À la suite de la proclamation de la République, il quitta la France avec sa mère, la duchesse d'Orléans. Participa à la guerre de Sécession américaine et à la guerre franco-allemande. En 1873, il renonça à ses prétentions au trône de France en faveur du comte de Chambord (Henri V). Après la mort du comte de Chambord, en 1883, il fut proclamé par les royalistes roi de France, sous le nom de Philippe VII (p. 166).

PASSY, Hippolyte (1793-1880). - *Économiste* et homme politique, il fut ministre sous la monarchie de Juillet. Ministre des Finances dans le premier ministère du prince-président Louis Napoléon Bonaparte, député à l'Assemblée législative, il refusa d'adhérer au coup d'État du Deux-Décembre (p. 134).

PROUDHON, Pierre-Joseph (1809-1865). - *Publiciste*, il incarna le socialisme petit-bourgeois. Fils d'un garçon brasseur de Besançon, il interrompt ses études à dix-neuf ans, fait son tour de France comme typographe. Bachelier en 1838, il se rendit à Paris. En 1840, il publie *Qu'est-ce que la propriété ?* En 1842, il est traduit en cour d'assises, pour son *Avertissement aux propriétaires*; il est acquitté. En 1846, il publie son *Système des contradictions économiques, ou philosophie de la misère*; à quoi, Karl Marx répondit par sa *Misère de la philosophie*. Député à l'Assemblée constituante en 1848, rédacteur de nombreuses feuilles, il s'en prend à tous les partis. En mars 1849, il fut condamné pour un article sur la responsabilité du prince-président. Proudhon entendait « concilier la bourgeoisie et le prolétariat, le capital et le salariat » (p. 157).

RASPAIL, François (1794-1878). - Professeur dans le Vaucluse, puis à Paris, il prit une part active à la révolution de Juillet. Après 1830, il se lance dans le journalisme, étudie les sciences naturelles, puis se spécialise dans la médecine. Il joue un rôle important dans le mouvement démocratique de 1848. Député à l'Assemblée constituante, il fut condamné à six ans de prison pour sa participation à la manifestation du 15 mai, puis banni. En 1874, il fut condamné à un an de prison pour avoir fait l'apologie de la Commune (pp. 46, 61, 78, 86, 95).

RATEAU, Jean-Pierre Lamotte (1800-1887). - Député à l'Assemblée constituante en 1848, favorable à la politique du prince-président Louis Napoléon Bonaparte, il fut l'auteur de la proposition par laquelle la Constituante, considérant sa mission comme terminée, prononça sa dissolution et son remplacement par une Assemblée législative (pp. 92, 97).

SEBASTIANI, Horace, comte (1772-1851). - Ancien officier de l'Empereur, député de la Corse, puis de Vervins sous la Restauration, il fut successivement ministre de la Marine, puis des Affaires étrangères sous Louis-Philippe. C'est lui qui prononça en 1830 la phrase célèbre : « L'ordre règne à Varsovie. » Fait maréchal de France en 1840, il fut inhumé aux Invalides à la demande du prince-président Louis Napoléon (p. 67).

SUE, Eugène (1804-1857). - Romancier et socialiste. Ses romans sociaux les plus connus sont : *Les Mystères de Paris*, *Le Juif errant*, *Les Mystères du peuple*. Fut élu en 1850 à l'Assemblée législative, dans laquelle il joua un rôle tout à fait secondaire (pp. 144, 159, 162).

THIERS, Adolphe (1797-1877). - Historien, il se fit connaître sous la Restauration par son *Histoire de la Révolution française* qui traduit l'opinion de la bourgeoisie libérale de l'époque sur la Révolution. Il prit une part active à la préparation de la révolution de 1830, puis à l'accession au trône du duc d'Orléans. Il fut l'un des premiers personnages politiques de la monarchie de Juillet. Ministre de l'Intérieur, puis des Affaires étrangères, président du Conseil en 1836, puis en 1840, il dirigea l'opposition du centre gauche de 1840 à 1848. Député à l'Assemblée constituante en 1848, il est l'un des dirigeants du parti de l'ordre; par haine du mouvement ouvrier, il favorisa la candidature du prince-président, Louis Napoléon Bonaparte, à la politique duquel il s'opposa par la suite. Il fut arrêté lors du coup d'État et exilé. Rentré dès 1852, député de Paris en 1863, Thiers s'éleva contre la politique de Napoléon III. En février 1871, il fut élu, par l'Assemblée nationale de Bordeaux, chef du pouvoir exécutif. Il réprima avec la plus grande brutalité la Commune parisienne de 1871 (pp. 123, 127, 129, 144, 161, 164).

TRÉLAT, Ulysse (1795-1879). -Médecin et homme politique, qui prit une part active au mouvement libéral sous la Restauration, puis sous la monarchie de Juillet. Maire du XIIe arrondissement de Paris et colonel de la cavalerie de la garde nationale il fut élu représentant du Puy-de-Dôme en 1848 et fut ministre des Travaux publics en mai et juin (p. 64).

VAUBAN (1633-1707). - Ingénieur militaire et économiste, il mit au point un nouveau type de fortifications et entoura la France, de Dunkerque aux Pyrénées, d'une ceinture de forteresses. En 1707, il écrivit *La Dîme royale*, où il dénonce les méthodes d'administration de Louis XIV et les vices d'une société fondée sur les privilèges fiscaux; sensible à la misère du peuple, il réclame des réformes, en particulier l'égalité de tous devant l'impôt. Il mourut disgracié (p. 136).

VIDAL, François (1812-1872). - Socialiste, secrétaire général de la Commission du Luxembourg de 1848. En collaboration avec Pecqueur, il rédigea le rapport de cette commission. Aux élections du 10 mars 1850, il fut élu par Paris et Strasbourg à l'Assemblée législative (pp. 149, 151,159).

VIVIEN, Alexandre-François (1799-1854). - Homme politique, successivement procureur général d'Amiens, conseiller d'État, puis préfet de police de Paris en 1831. Il fut ministre de la Justice sous Louis-Philippe, puis repris par Cavaignac dans son cabinet comme ministre des Travaux publics (p. 82).